

Politique sociale

La CFE-CGC métiers de l'emploi s'exprime aujourd'hui sur la politique sociale de 2024. Spontanément nous pourrions dire « A quoi bon ... ! » au regard de la temporalité !

Néanmoins, nous reconnaissons que des bonnes choses ont eu lieu en 2024, avec le dispositif « proche aidant » notamment ou l'implication du service QVT et du service social. Les documents présentés prouvent d'ailleurs l'implication des services de la DR.



Cependant, nous tenons à identifier plusieurs points qui nous questionnent défavorablement.



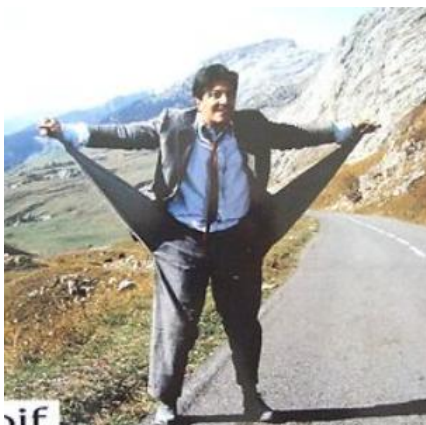
Nous dénonçons le manque de prise en compte de la qualité de vie au travail des agents alors même que le dernier baromètre social révèle un **rythme de changement trop élevé** pour près de 70% des agents et une **charge de travail insoutenable** pour un tiers d'entre eux ...

Nous travaillons avec un système et des outils qui ne permettent pas de travailler sereinement (pannes informatiques, changement de logiciels, ou multitude de systèmes, complexité des multiples processus qui n'en facilitent pas la compréhension et qui peuvent être source de dysfonctionnements). Ces différents problèmes nous forcent à nous adapter en permanence, sont très chronophages et nous ralentissent dans la délivrance des services que sont en droit d'attendre nos usagers.



Rémunérations :

- Des **salaires** de début de carrière qui ne sont **pas attractifs** et n'évoluant pas assez rapidement. Il est anormal que des agents reçoivent la prime d'activité. Il est difficile de mobiliser le personnel dans ces conditions. Le risque est grand de ne pouvoir le garder a terme.
- Des **évolutions** de rémunérations **insuffisantes** au regard de l'inflation
- Des NAO à zéro (par décision unilatérale de l'employeur) en 2024 et 2025



Une politique nationale pour l'emploi très ambitieuse sans que les **moyens humains et financiers** ne soient au rendez-vous. Politique nationale qui, au regard des situations politique et économique, est en complet décalage par rapport à son ambition nationale du retour au plein emploi.

